

Délégation Départementale de Seine-et-Marne

Département Santé Environnement

Responsable du département :
Madame Florence LABBE
Responsable de la cellule Environnement Extérieur:
Madame Lisa SERVAIN
Affaire suivie par :
Madame Clémence LAURENT
Courriel : ars-dd77-se@ars.sante.fr
Téléphone : 01 78 48 23 38

Direction Départementale des Territoires de Seine-et
Marne
Service Territoires, Aménagements et Connaissances
Unité planification Territoriale Nord

2 rue des Trinitaires,
77100 MEAUX

Dossier n° : 24 RIA 055

Lieusaint, le 15/04/2024

Objet : Demande de contribution à l'avis de l'autorité environnementale – Projet « arrêté » du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Coulombs-en-Valois

Par courrier électronique du 18 mars 2024, vous avez sollicité ma contribution à l'avis de l'autorité environnementale sur la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Coulombs-en-Valois, prévu par l'article L. 153.14 du Code de l'urbanisme.

Le dossier transmis comporte entre autres le rapport de présentation (RP) qui inclut notamment un diagnostic environnemental (DE) (RP 1.2) et une évaluation environnementale (EE) (RP 1.5), le projet d'aménagement et de développement durables (PADD), les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), le règlement et les plans de zonage.

1. Présentation

La commune de Coulombs-en-Valois est une commune rurale d'une superficie de 2 241 ha avec une majorité d'espaces agricoles et naturels. Elle comptait 566 habitants en 2020.

La commune souhaite augmenter sa population pour atteindre 680 habitants à l'horizon 2040 avec la réalisation de 38 à 42 logements sur la période 2020-2040.

Le projet du PLU prévoit l'ouverture d'une unique zone à urbaniser comprise au sein de l'OAP sectorielle n°1 « Valorisation du centre bourg ». Cette OAP comprend également un projet de réorganisation des équipements publics. Il est à noter cette OAP ne détaille pas le nombre de logements attendus.

Il comporte une seconde OAP sectorielle n°2 « Valorisation paysagère de la coulée verte » et une OAP thématique « Structuration du territoire ».

2. Identification des enjeux sanitaires

2-1 Eau destinée à la consommation humaine (EDCH)

Les informations communiquées par le pétitionnaire quant à l'alimentation de sa commune et la qualité de l'eau sont correctes.

L'eau distribuée en 2022 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles.

Le pétitionnaire indique que le territoire communal n'est pas concerné par des périmètres de protection de captages EDCH.

D'après le pétitionnaire, les projets d'urbanisation n'auront pas d'influence majeure sur la ressource en eau.

Il est à noter que le projet PLU montre que le pétitionnaire souhaite reconquérir la qualité des eaux souterraines.

Parmi les paramètres étudiés, la protection de la ressource en eau représente un enjeu moyen pour le projet du PLU.

2-2 Environnement industriel – qualité des sols

Le diagnostic environnemental identifie d'anciennes exploitations de calcaires en galeries comme étant des sites CASIAS (RP 1.2- page 22) sans fournir de précisions.

L'évaluation environnementale fournit d'autres sites (liste issue du site internet Géorisques, RP 1.5 – page 66). D'après le pétitionnaire, ces sites CASIAS sont des dessertes de carburants toujours en activité associées aux exploitations agricoles.

L'évaluation environnementale indique également que le territoire communal n'est pas concerné par un site ex-BASOL.

Il n'est pas recensé de secteurs d'informations sur les sols (SIS) sur la commune.

La révision du PLU prévoit notamment le déplacement de l'école au sein du bourg et l'implantation de plusieurs logements au sein de la zone à urbaniser.

Dans le cadre de projets d'aménagements, le pétitionnaire devra s'assurer de la compatibilité de l'état des milieux avec les usages futurs conformément aux dispositions de la note ministérielle du 19 avril 2017 relative à la méthodologie nationale sur les modalités de gestion et de réaménagement des sites et sols pollués.

Dans le cadre spécifique d'implantation d'un établissement sensible, le pétitionnaire devra se conformer à la circulaire du 8 février 2007 relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués.




Parmi les paramètres étudiés, l'environnement industriel et la qualité des sols représentent un enjeu moyen pour la commune.

2-3 Risques technologiques

a) Le risque industriel

Le dossier ne détaille pas si le territoire est concerné par des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

D'après le site internet Géorisques, la commune compte 3 installations classées pour la protection de l'environnement :

Nom de l'établissement	Adresse	Commune	Régime en vigueur	Statut SEVESO	Date de dernière inspection
<u>BIOENERGIES DE L'OURCQ SAS</u> 	Lieu dit la Baue	77840 Coulombs-en-Valois	Autres régimes		27/09/2023
<u>GAEC LEMOINE</u> 	19 rue du Puits d'Amour	77840 COULOMBS EN VALOIS	Autres régimes		
<u>RESEAU FERRE DE FRANCE</u> 	Les Quatres Vents Les Planches	77840 Coulombs-en-Valois	Enregistrement	Non Seveso	

L'ARS aurait apprécié la prise en compte par le pétitionnaire des ICPE et de leur impact vis-à-vis de la population face aux risques que ces installations peuvent engendrer.

b) Le risque du stockage souterrain de gaz naturel

L'évaluation environnementale mentionne les risques technologiques associés au stockage souterrain de gaz naturel. Cette évaluation fournit la cartographie du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) lié à l'exploitation de l'entreprise Storengy instauré par l'arrêté inter-préfectoral n°13 DCSE IC 08 en date du 12 avril 2013.

Les zones affectées le stockage de gaz naturel sont rappelées dans les planches cartographies (page 13) et dans les servitudes (PM3).

D'après l'EE, « le PADD et le Zonage n'entrevoyent pas de nouvelle vocation intégrant un risque technologique ».

L'ARS attire l'attention sur les zones agricoles Am dont certaines se situent dans les zones affectées par les risque technologiques liés au stockage de gaz. Ces zones Am sont identifiées par le PLU comme pouvant muter vers des usages de type habitat, activité économique ou touristique. Pour ces mutations, le pétitionnaire devra se conformer au PPRT et aux servitudes associées.

c) Le risque de transport de matières dangereuses (TMD)

D'après les planches cartographiques et les servitudes, le territoire est concerné par une canalisation de gaz haute pression.

Cette canalisation est en dehors du tissu urbain.

d) Les risques des champs électromagnétiques

D'après les planches cartographiques et les servitudes, le territoire communal est concerné par des antennes de téléphonie. Un périmètre de protection de 100 m est instauré autour de ces antennes.

Parmi les paramètres étudiés, les risques technologiques représentent un enjeu fort.

2-4 Qualité de l'air et trafic routier

a) La qualité de l'air

D'après le Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE), la commune de Coulombs-en-Valois n'est pas située dans la « zone sensible » pour la qualité de l'air.

Le pétitionnaire détaille peu la qualité de l'air sur le territoire communal : aucune donnée chiffrée des émissions de polluants n'est fournie.

L'ARS aurait apprécié un bilan complet sur la qualité de l'air par la description de l'ensemble des émissions des polluants atmosphériques majeurs, surveillés par l'association Airpairf.

L'indice ATMO aurait pu être utilisé pour fournir des données plus récentes car il a fait l'objet d'une révision en 2021 et permet de qualifier la qualité de l'air à l'échelle communale en prenant en compte les émissions de :

- Poussières PM10 et PM2,5,
- Dioxyde d'azote,
- Ozone,
- Dioxyde de soufre.

L'EE décrit très succinctement l'impact du PLU sur la qualité de l'air et les mesures associées.

Quelques mesures sur la prise en compte du changement climatique sont annoncées notamment au sein des OAP par l'appropriation des principes du développement durable pour les constructions (économie d'énergies).

Il est à noter que le PLU a identifié une surface de 470,10 ha de zones agricoles propices à l'accueil de projet agrivoltaïque, permettant d'allier préservation de l'activité de production agricole avec production d'énergie renouvelable.

b) Le trafic routier

Le diagnostic urbain du territoire (rapport de présentation pièce n°1.1) fait état de convergence de flux routiers au niveau du bourg-centre (village de Coulombs) avec des impacts en termes de sécurité.

Une réflexion a été menée sur un projet de déviation (voie de délestage) permettant de contourner le bourg du village de Coulombs, à l'Est du bourg-centre. Ce projet apparaît sur les illustrations graphiques.

Malgré le constat du diagnostic urbain et de ce projet de délestage, l'évaluation environnementale n'aborde pas ces problématiques (cf : paragraphe 4.5.2 Circulation – page 60).

Il est regrettable que le dossier n'évalue pas l'impact du projet de délestage du centre-bourg de Coulombs.

Parmi les paramètres étudiés, la qualité de l'air apparaît comme un enjeu moyen pour le territoire communal.

2-5 Nuisances sonores

D'après le pétitionnaire, le sud du territoire communal est traversé par la ligne LGV Est (ligne Paris – Strasbourg), supportant le passage des trains TGV, et à laquelle est affectée une servitude liée à l'exposition au bruit, portant sur une emprise de 100 m de large de part et d'autre de l'infrastructure ferroviaire.

Le dossier n'a pas pris en considération l'arrêté n°2022/DDT/SEPR/89 du 8 juillet 2022 portant approbation du nouveau classement sonore des voies ferroviaires. La ligne ferroviaire traversant le territoire communal de Coulombs-en-Valois (Ligne TGV-EST) affecte une largeur de 250 m par le bruit.

Le dossier du PLU doit être mis à jour pour prendre en compte le nouveau classement sonore de la voie ferroviaire.

L'ARS aurait apprécié que le dossier fournisse les niveaux sonores de la voie classée.

Le dossier indique que le territoire est potentiellement affecté par les nuisances sonores du transport aérien, la commune étant positionnée dans l'axe des pistes de l'aéroport de Roissy- Charles-de-Gaulle. Le dossier mentionne néanmoins que la commune n'est pas comprise dans le Plan d'exposition au Bruit de cet aéroport.

Le PLU prévoit peu de mesures relatives aux nuisances sonores. Il est à noter que le PADD comprend un objectif de limitation de nuisances.

3. Conclusion

Le diagnostic environnemental du PLU de la commune de Coulombs-en-Valois aborde succinctement les enjeux environnementaux et sanitaires (eau, air, sol) présents sur le territoire. Quelques mesures Eviter-Réduire-Compenser sont proposées.

Il est regrettable que des éléments contextuels soient précisés au sein de l'évaluation environnementale mais n'apparaissent pas dans le diagnostic initial.

Aussi, le volet sanitaire aurait mérité d'être plus approfondi notamment dans l'analyse des enjeux environnementaux des OAP.

Le pétitionnaire devra rester vigilant quant à l'application des prescriptions du PPRT de la société Storengy et aux impacts sanitaires engendrés par le projet de déviation sur la commune.

L'ARS émet un avis favorable sous réserve des observations formulées précédemment.

P/La Directrice de la délégation
départementale de Seine-et-Marne

Ingénieur d'études sanitaires



Lisa SERVAIN

